

**PREFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHONE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : M. SANCHIZ

☎ 91.15.65.44

JS/MR

N° 96-49/10-1996 A

ARRETE

autorisant la Société du PORT PETROLIER DE GIVORS
à exploiter un stockage d'huiles usagées
à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES DU RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée par les lois n° 92-646 et 92-654 du 13 juillet 1992,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté préfectoral n° 95-94/99-94 A du 26 avril 1995 autorisant la Société du PORT PETROLIER DE GIVORS à stocker des produits inflammables et de déchets industriels dans son établissement de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE,

VU la demande présentée par la Société du PORT PETROLIER DE GIVORS, à l'effet d'être autorisée à exploiter un stockage d'huiles usagées à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE,

VU l'avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 19 janvier 1996,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 14 février 1996,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ARLES du 15 février 1996,

.../...

CONSIDERANT que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation,

CONSIDERANT cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions particulières en vue de réduire ces nuisances,

SUR LA PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1

La Société Anonyme PORT PETROLIER DE GIVORS, dont le siège social est situé Place du Bassin - 69702 GIVORS, a été autorisée par arrêté n° 95-94/99-1994 A du 26 avril 1995 à exploiter plusieurs activités classées, dont le stockage de déchets industriels, dans son établissement de Port Saint Louis du Rhône.

Les dispositions techniques définies dans cet arrêté sont complétées par celles définies ci-après pour le stockage des huiles usagées relevant de la réglementation spécifique de l'arrêté ministériel du 21 novembre 1989 et collectées par les seules sociétés SOCODELLI et CHIMIREC

ARTICLE 2

Les prescriptions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral mentionné à l'article 1 sont complétées par le paragraphe suivant :

"En complément à la liste des codes de déchets autorisés ci-dessus, les huiles usagées et relevant du code C147 pourront être stockées.

Les bacs affectés à ce stockage seront exclusivement les R140, R141, R210 et R211 d'un volume total de 700 m3.

Sauf prescriptions contraires définies dans le présent arrêté, les installations seront aménagées et exploitées conformément au dossier complémentaire fourni par l'exploitant et notamment en ce qui concerne l'échantillonnage des lots collectés par les Sociétés SOCODELLI et CHIMIREC et leur conservation dans un échantillothèque".

ARTICLE 3

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 4

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 5

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 6

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 juillet 1976 modifiée.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 7

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Chef du Service Maritime,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

28 FEV. 1996

MARSEILLE, le

POUR COPIE CONFORME
Le Chef de Bureau,

NAM

Pour le PREFET
Le Secrétaire Général Adjoint,

Jean BALLANDRAS